

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

CONSEIL NATIONAL DU SAMEDI 13 OCTOBRE 2012

Introduction de Pierre Laurent

Chers camarades,

Le Conseil national réuni le 13 septembre dernier a convoqué notre congrès pour les 7, 8, 9 et 10 février 2013. Depuis cette date, le processus s'est engagé. Les quatre commissions que nous avons élues sur le projet de base commune, sur les candidatures, sur les statuts et la commission de transparence de nos débats sont au travail. Le site internet du congrès qui accueillera textes, contributions, mises en débat est, sous la responsabilité de la commission transparence, ouvert.

Notre Conseil national de ce week-end va franchir une nouvelle étape essentielle : nous ferons le point du travail des commissions et adopterons demain le projet de base commune que nous soumettrons au débat et à l'enrichissement des communistes.

Avant de passer la parole à Pierre Dharréville qui anime la commission chargée d'élaborer cette base commune, je veux, dans cette brève introduction, rappeler la portée de ce que nous entreprenons avec ce congrès et vous faire quelques propositions susceptibles de dynamiser sa préparation.

L'allocution que j'ai prononcée à la Fête de l'Humanité, le rapport de Patrice Bessac et la discussion du Conseil national du 13 septembre nous ont déjà permis de souligner notre ambition. Elle est élevée. Je crois que cela n'est pas passé inaperçu. Et c'est un signe. Il y a beaucoup d'attentes.

Cette ambition n'est pas une tocade. Elle correspond à ce que nous estimons

nécessaire dans la période, mais aussi à ce que nous pensons possible de réaliser.

Nous partons de plusieurs constats essentiels : une crise historique qui met à l'ordre du jour des transformations de société de très grande ampleur ; des forces humaines et matérielles intéressées à ces transformations sont en plein développement mais elles sont elles-mêmes entravées par la crise ; le changement de pouvoir après 10 ans de domination de la droite est marqué par de fortes exigences populaires mais aussi par l'incapacité du pouvoir socialiste à les satisfaire ; enfin, l'attractivité nouvelle, après deux décennies très difficiles, des idées communistes de dépassement des logiques capitalistes est marquée par le renouveau entrepris du Parti communiste et les premiers succès de la dynamique du Front de gauche enclenchée au lendemain de notre congrès de 2008.

Ainsi, nous avons conscience, comme le soulignait Patrice Bessac, d'être à la fois devant de grandes urgences et des questions de longue portée. Conscience également que l'issue à la crise se joue dans une bataille, une lutte de classes farouche, et que les dangers de la situation sont grands.

Précisément pour cette raison, notre intuition est que l'urgence est à pousser en tous domaines l'audace de nos initiatives politiques : la clarification de notre projet et sa mise en débat à grande échelle dans le pays ; la mise en mouvement politique et populaire de la société, et pour cela, la conception d'une nouvelle étape du Front de gauche pour pousser sa dimension de front populaire ; l'amplification des dimensions européennes et internationales de notre combat ; le renouveau poussé plus loin encore de notre Parti.

De la qualité de nos initiatives politiques va beaucoup dépendre. Car, à la fois, existe la possibilité d'une unité populaire large pour des objectifs de transformation sociale et persistente, malgré la victoire du printemps dernier sur la droite, des verrouillages de la situation politique qui empêchent la percée de ces forces de changements. Notre congrès doit donc être un congrès d'offensive politique pour faire progressivement sauter ces verrous qui peuvent donner prise, si nous ne parvenons pas à lever les obstacles, à de fortes poussées de désarroi et à des replis politiques, voire de fortes poussées de l'ultra-droite. C'est le sens de l'ambition que nous voulons donner à ce congrès et qui, seule, peut conjurer les risques.

L'évolution de la situation depuis l'entrée en fonction du pouvoir socialiste était prévisible. Mais la vitesse à laquelle se concrétisent les contradictions confirme ce besoin d'initiative politique, dans l'urgence et dans la durée.

Je veux souligner quelques traits de cette évolution. D'abord, la violence persistante de la crise avec une montée rapide du chômage, et des difficultés de vie, de pouvoir d'achat, de logement, de santé pour des millions de personnes. Sans parler de la dégradation spectaculaire qui se poursuit en Grèce, en Espagne, au Portugal et dans toute l'Europe. Je ne développe pas mais c'est le fond de toute la situation, de ce qui travaille les consciences. Ensuite, la mobilisation

immédiate de la droite et du patronat pour contre-attaquer sans attendre depuis la défaite de la droite.

Sous l'impulsion du grand patronat et de toutes les forces de droite, la pression politique sur le président de la République, sur le gouvernement, sur la gauche, sur les salariés et sur le peuple de France, s'exacerbe jusqu'au paroxysme. Les forces du capital n'ont pas accepté les choix de changement de cap que les Français ont effectués au printemps dernier. En liaison avec les orientations et les forces libérales européennes, le patronat et la droite font feu de tout bois pour effacer le verdict démocratique issu des urnes, avec l'objectif de revenir à la politique menée depuis une décennie et particulièrement à celle de Nicolas Sarkozy. Ils entendent même pousser les feux plus loin encore, pour transformer la victoire de la gauche en déroute, en faisant adopter sur le plan économique les solutions capitalistes les plus libérales, sur le plan politique les reculs de la démocratie, sur le plan sociétal un retour aux valeurs les plus réactionnaires.

La ratification du Traité Sarkozy-Merkel était un premier objectif mais elle est d'ores et déjà suivie d'un triple but : une pression maximum sur les choix budgétaires du gouvernement pour obtenir la cure d'austérité la plus forte possible ; l'offensive pour faire décider dès l'automne des "chocs de compétitivité", autrement dit une énorme ponction de 30 à 40 milliards d'euros sur les salaires et la protection sociale au profit des dividendes et des revenus financiers ; et enfin, dans le cadre des négociations paritaires, le plaidoyer pour un "compromis historique" voulu par les dirigeants du Médef visant à légaliser la flexibilisation maximum du travail.

Cette pression s'exerce dans tous les domaines comme on le voit concernant le droit de vote des étrangers, ou avec le climat anti-musulmans (en fait, anti-milieux populaires des banlieues), ou encore avec les déclarations ouvertement homophobes de maires UMP contre le mariage des homosexuels.

Face à cette pression revancharde de la droite et du patronat, qui commanderait d'en appeler à la mobilisation populaire pour défendre le changement, l'Exécutif et le Parti socialiste – et c'est l'autre caractéristique de la situation – semblent entrer en dépression, multipliant les dérobades, les reculs, les concessions comme on l'a vu avec les "pigeons" ou face aux plans de licenciements, quand ils ne précèdent pas les instructions patronales ou de la droite, comme on le voit avec Manuel Valls, ou encore l'adoption du traité sans la renégociation promise.

Il n'a donc pas fallu trois mois pour que soient mises à nu toutes les contradictions du pouvoir socialiste : prétendre réorienter l'Europe et ratifier le traité qui tourne le dos à cette réorientation ; déclarer les plans de licenciements "inacceptables" et les laisser s'appliquer un à un ; réintroduire quelques mesures de justice fiscale et annihiler la portée de ces mesures par l'amplification de l'austérité ; dire sa confiance aux collectivités locales d'une main et les asphyxier budgétairement de l'autre.

Dans ces conditions, notre devoir est de prendre plus que jamais l'initiative pour rassembler et mobiliser les forces du changement, mettre en échec les prétentions de la droite et obtenir des changements de cap des orientations du pouvoir et du PS. Les salariés en lutte qui se sentent déjà lâchés, toutes celles et tous ceux qui, à gauche, sont dans le désarroi face à cette situation cherchent, comment agir, doivent pouvoir compter sur nous, sur le Front de gauche, sur nos parlementaires et nos élus, sur tous les fronts d'action et de rassemblement que nous pouvons contribuer à créer.

De ce point de vue, ce que nous venons de réaliser en quelques semaines depuis la Fête de l'Humanité, si peu de temps après la rentrée politique, est remarquable et inédit.

La Fête de l'Humanité, la manifestation du 30 septembre, les centaines d'initiatives tenues sur le Traité européen ou aux côtés des salariés en lutte indiquent le chemin à suivre et l'existence de forces disponibles pour réagir.

Les manifestations du 9 octobre de la CGT et l'appel des 120 économistes contre le traité sont d'autres signes encourageants.

Notre bataille sur le Traité européen, si elle n'a pas pu empêcher la ratification parlementaire, a fait bouger les lignes, en sortant cet enjeu de l'ombre où le PS voulait le maintenir. Il est à noter que contrairement à ce qu'il a prétendu, il n'a pas obtenu de majorité de gauche. Sur l'ensemble des deux assemblées, 99 parlementaires de gauche n'ont pas ratifié le traité, soit en votant contre pour 77 d'entre eux, soit en s'abstenant, soit en ne prenant pas part au vote.

Notre bataille a également permis de mettre en lumière la fragilité de l'argumentaire socialiste. Bernard Cazeneuve déclarant par exemple au Sénat : « Nous n'aurions pas écrit ce traité, nous ne l'aurions pas signé, aujourd'hui, s'il faut le ratifier, nous devons le lire autrement ». Eh bien, continuons à les prendre au mot de leurs contradictions : si l'heure est à la réorientation de l'Europe, qu'ils le prouvent.

Poursuivre partout les batailles pour une autre Europe. Deux des prochaines étapes sont la réunion des parlementaires et élu-e-s européens organisée par le PGE le 27 octobre à Paris ici même, et la tenue du forum *Florence+10* les 9, 10 et 11 novembre en Italie. Après le refus de la Commission européenne d'enregistrer sa proposition d'Initiative citoyenne européenne, le Parti de la gauche européenne devrait décider la reprise de l'initiative sous une autre forme dans quelques jours.

Je propose que, dans le même esprit, nous amplifions les initiatives du CN pour transformer les multiples luttes dans le pays contre les licenciements en un grand mouvement d'action pour l'adoption des lois anti-chômage : notre proposition d'interdiction des licenciements boursiers, la création d'un système de sécurisation de l'emploi et de la formation et la création de droits et pouvoirs

nouveaux pour les salariés et leurs syndicats dans les entreprises.

Des mobilisations visibles doivent également s'organiser en lien avec les débats budgétaires qui s'annoncent au Parlement sur le projet de loi de finances et la Sécurité sociale, ainsi que des mobilisations en lien avec les enjeux d'investissement et services publics dans les collectivités locales. La bataille engagée en Ile-de-France sur les transports en est un exemple. Enfin, je pense qu'une mobilisation d'ampleur nationale doit être reprise pour le droit de vote des étrangers qui, sinon, sera une nouvelle fois enterrée.

Initiative politique sans attendre donc, et initiatives politique de large portée. J'en reviens à notre congrès. Pierre Dharréville vous présentera dans quelques minutes le sens de la proposition de base commune travaillée par la commission. Nous allons améliorer encore ce texte et l'adopter demain après ce travail. Nous devrions, je le crois, aborder ce travail et celui qui suivra dans les semaines à venir avec tous les communistes, dans un esprit de large rassemblement.

Après l'adoption de projet par le Conseil national, nos statuts prévoient la possibilité dans les cinq semaines suivantes le dépôt de textes alternatifs. Ce délai expirera donc le 17 novembre prochain.

Mais je veux rappeler que l'esprit des statuts est bel et bien de travailler jusqu'au bout à un texte qui rassemble un maximum de communistes. Je crois que cet état d'esprit est aujourd'hui celui de l'immense majorité des communistes. Nous devons donc continuer à nous donner les moyens d'un enrichissement continu de cette base commune entre notre réunion du Conseil national et le congrès.

La force du texte que va vous proposer Pierre concourra, j'en suis certain, à cet objectif. Mais je veux faire une autre proposition dont nous avons discuté en Comité exécutif.

Nous pourrions tenir, d'ici le congrès, cinq initiatives publiques de caractère national, portant sur des enjeux-clé du congrès. Ces initiatives dynamiques, fortement médiatisées, seraient l'occasion de produire des textes de référence, travaillés collectivement, constituant tout à la fois des repères et des enrichissements de nos débats. Elles constitueraient également des repères d'action dans notre travail de rassemblement et de mise en mouvement populaire.

Les trois premières initiatives se tiendraient d'ici la fin de l'année.

Le 10 novembre, nous inviterions ici plusieurs centaines de nouveaux adhérents du Parti pour une rencontre consacrée au renouveau du Parti communiste. Nous lancerions à cette occasion, et pour toutes la durée de préparation du congrès, une grande campagne d'adhésion au Parti communiste.

Le 24 novembre, nous tiendrons dans le Nord, en terre ouvrière, un grand rassemblement consacré à notre conception du redressement productif de la France, la classe ouvrière, l'industrie, le travail, une nouvelle conception du développement productif... toutes ces questions majeures seraient traitées.

Le 8 décembre, nous tiendrons à Marseille, dans les quartiers populaires, une grande rencontre sur notre conception de la République et de l'égalité, sur la lutte contre toutes les formes de division et de discrimination dans notre peuple.

Les deux autres rencontres se tiendront l'une à la mi-janvier à Paris à l'occasion des vœux, en présence de centaines d'invités et l'autre, fin janvier à quelques encablures du congrès, dans un lieu qui reste à déterminer, sur le sens et la portée de notre engagement communiste.

Chacune des contributions de ces rencontres serait versée au débat des communistes et contribuerait chaque fois à rendre plus visible et plus lisible l'ambition que nous nous donnons, à nourrir le débat dans le parti, dans le Front de gauche et dans la société tout entière.

Permettez-moi d'attirer également votre attention sur la contribution collective signée de plusieurs dirigeants de notre parti. Cette contribution a vocation à alimenter une réflexion transversale, en amont de tous nos débats, pour donner à la prise en compte des exigences féministes la place qu'elles méritent et que, bien souvent, elles n'ont pas. Je crois que cette contribution peut utilement nourrir nationalement et localement des débats tout au long de la préparation du congrès.

Un mot maintenant sur les enjeux de renouvellement de notre direction et sur la révision des statuts sur lesquels Jacques Chabalier et Isabelle de Almeida introduiront nos débats. Je n'anticipe pas sur leurs présentations, mais veux juste formuler une remarque sur chaque question.

Sur la direction nationale : nous ne l'avons pas renouvelée depuis fin 2008, soit quatre ans, à l'exception du changement de secrétaire national en juin 2010. Cette direction a accompli un très gros travail pendant cette période, avec les résultats positifs que l'on connaît, un parti dynamique et mieux uni. Cela nous donne la possibilité d'avancer sereinement dans la continuité, et d'un même pas, de franchir une étape significative de renouvellement. Je souhaite que nous soyons capables d'aborder collectivement, sans tabou et dans la confiance le défi de ce renouvellement.

Sur la révision des statuts, qui n'appelle pas de procédure de textes alternatifs, nous disposons d'un peu de temps. Nous proposons donc qu'Isabelle nous

expose l'état d'esprit de la commission à ce jour. Notre discussion permettra de préciser le mandat de travail que nous lui fixons. Nous pourrions adopter le projet de statuts lors de notre prochain Conseil national.

Nous proposons pour cette raison de tenir ce prochain Conseil national le mercredi 21 novembre. Il pourrait aussi, le même jour, acter l'existence ou non de textes alternatifs à la base commune de discussion, faire un nouveau point sur le travail de renouvellement des directions et adopter le projet de nouveaux statuts.

Dès lors, l'ensemble des textes pourrait être envoyé aux communistes. Nous proposons là aussi de renforcer notre dispositif d'information. Dès après notre réunion de ce week-end, une lettre de quatre pages parviendrait à chaque adhérent avec un calendrier et un mode d'emploi du congrès.

Après le Conseil national du 21 novembre, un document complet sous la forme d'une brochure de 72 pages, au format de la *Revue du projet*, partira à tous les adhérents, comprenant tous les textes accompagnés de nombreuses contributions permettant à chacun de prendre connaissance des débats.

Ainsi, chacune et chacun sera à même d'entrer dans la dernière phase des débats avec le maximum d'éléments en main.

Si des textes alternatifs sont déposés, cela nécessiterait, conformément aux statuts, un vote des communistes pour choisir l'unique base commune de décision sur laquelle se mènera le travail d'amendements en janvier et février dans les conférences de section et de fédération et au congrès. Ce vote, s'il est nécessaire, nous le déciderons le 21 novembre, aura lieu les 14 et 15 décembre.

Je veux, pour conclure, insister sur l'important travail qui nous attend pour associer tous les communistes à ces débats.

Nous disposerons pour cela de la nouvelle carte du Parti. Nous proposerons que cette carte soit disponible avant le vote des communistes et que la remise de la carte, associée à la cotisation qui ouvre droit à l'exercice de la souveraineté, soit entreprise à grande échelle à partir de cette date, avec une visite systématique et, prioritairement, des adhérents que nous voyons le moins.

Voilà chers camarades, les quelques éléments d'introduction que je tenais à livrer à nos débats. La parole est désormais à un autre Pierre. Avant de lui céder la parole, je vous informe qu'Alain Hayot reviendra en détail sur les initiatives « Aragon aujourd'hui » que nous allons tenir du 14 novembre au 19 décembre, place du Colonel-Fabien.